LOI DE FINANCES N° 2 - 98 /DU 12 JUIN 1998 POUR L'ANNEE 1998

Le Conseil National de Transition a délibéré et adopté;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

<u>Article 1er</u>: Les Recettes et les Dépenses du Budget Général de l'Etat, ainsi que les opérations de trésorerie rattachées à l'exécution dudit budget sont, pour l'année 1998, réglées conformément aux dispositions de la présente Loi.

Première Partie : - DES VOIES ET MOYENS

TITRE 1ER: DISPOSITIONS D'ORDRE FISCAL ET DOUANIER

Article 2: Les modifications ci-après sont apportées au Code Général des Impôts, au Code des Douanes, ainsi qu'aux Lois de Finances n° 01/95 du 8 Février 1995, n° 05/96 du 2 Mars 1996 et n° 02/97 du 29 Mars 1997.



Maragraphe 3: DISPOSITIONS NOUVELLES SUR LES RESERVES LIBRES

<u>Article 9 bis</u>: Les bénéfices affectés à la réserve libre et pour lesquels la distribution n'est pas intervenue dans un délai de trois ans, sont considérés comme distribués et soumis à l'Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières.

<u>Maragraphe 4</u>: <u>MODIFICATIONS DU DROIT DE TIMBRE DE DIMENSION</u>

Tome II Livre 2

Article 31 nouveau : Le prix des papiers timbrés fournis par l'administration fiscale et les droits de timbre des papiers que les redevables font timbrer sont fixés ainsi qu'il suit, en raison de la dimension du papier :

- la demi-feuille de papier normal 500 F

- la feuille de papier normal 800 F

- la feuille de papier registre 1.000 F

Article 32 nouveau: Il n'y a point de timbre supérieur à 1.000 Francs ni inférieur à 500 Francs, quelle que soit la dimension du papier, soit au-dessus de grand registre, soit au-dessous de la demi-feuille de petit papier.

Maragraphe 5: DE L'IMPOT GLOBAL FORFAITAIRE

<u>Article 3 nouveau</u>: L'Impôt Global Forfaitaire est un impôt synthétique qui englobe l'IRPP, catégorie BICA, la Taxe sur la Valeur Ajoutée, la Patente, la Taxe Forfaitaire et la Taxe d'Apprentissage.

paragraphe 6: DISPOSITIONS RELATIVES A LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (T.V.A.)

Article 3: Les dispositions de la loi n°12/97 du 12 Mai 1997 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée sont modifiées et complétées comme suit :

<u>Article 6 nouveau</u>: Le chiffre d'affaires imposable à la TVA est déterminé selon le régime de l'Impôt Global Forfaitaire (IGF) ou du chiffre d'affaires réel conformément aux articles 26 et 30 du Code Général des Impôts.

Alinéa 2: Sans changement.

Alinéa 3 nouveau : Les contribuables dont le chiffre d'affaires est inférieur aux limites fixées à l'article 26 du Code Général des Impôts sont assujettis à la TVA selon le régime de l'IGF.

Article 4: Sont exonérés de la Taxe sur la Valeur Ajoutée, pendant une période de douze mois allant du 1er Janvier au 31 Décembre 1998, les matériels et équipements ci-après mis à la consommation directe à Brazzaville.

- véhicules professionnels;
- véhicules utilitaires ;
- machines-outils;
- matériels informatiques;
- matériels agricoles;
- engins de manutention;
- véhicules et équipements destinés aux administrations publiques et para-publiques.

B/- DU TARIF DES DOUANES

<u>Article 5</u>: En application de la clause de sauvegarde prévue par l'article 37 de l'Acte n°2/91 UDEAC 556 CE.27 du 6 Décembre 1991, les Ordonnances n°8-98 - 9-98 du 6 Mars et 29 Avril 1998 sont prises en compte dans le cadre de la présente loi de Finances.

<u>Article 6</u>: Le ciment et les autres matériaux de construction, non produits sur le territoire national importés des pays tiers, bénéficient d'une réduction de 12% des droits et taxes inscrits au tarif des Douanes pour mise à la consommation directe à Brazzaville.

Article 7: Sont exonérés des droits et taxes douaniers, pendant une période de douze mois allant du 1er Janvier au 31 Décembre 1998, les matériels et équipements ci-après mis à la consommation directe à Brazzaville.

- véhicules professionnels;
- véhicules utilitaires ;
- machines-outils;
- matériels informatiques;
- matériels agricoles;
- engins de manutention;
- véhicules et équipements destinés aux administrations publiques et parapubliques.

TITRE 2: DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

Paragraphe 1: DES IMPOTS ET REVENUS AUTORISES

Article 8: Continuera d'être opérée pendant l'année 1998, la perception des impôts, produits, revenus et taxes parafiscales affectés à l'Etat, aux collectivités territoriales, aux établissements publics et aux organismes divers habiletés à les percevoir conformément aux lois, règlements et dispositions de la présente loi de Finances.

Maragraphe 2: DE L'AUTORISATION DE CONTRACTER

Article 9: En application de l'article 57 de la loi 24/66 du 23 Novembre 1966 portant loi organique relative au régime financier, le Ministre des Finances et du Budget est autorisé, sur délégation du Président de la République, à contracter au nom de l'Etat, pour l'année 1998, des emprunts tant sur le marché financier intérieur que sur les marchés extérieurs, ou auprès des organismes internationaux ou étrangers et à recourir :

- à des conversions facultatifs d'emprunts et à des opérations de consolidation de la dette publique;
- aux avances de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (B.E.A.C.) dans les conditions fixées par les statuts de cet établissement.

TITRE 3: AUTRES DISPOSITIONS

Article 10: Sauf dérogation admise par décret pris sur le rapport du Ministre des Finances et du Ministre de tutelle intéressé, il est interdit aux administrations publiques, aux projets et établissements publics d'ouvrir des comptes dans les banques et centres de chèques postaux conformément à la loi 24/66 du 23 Novembre 1966.

Les comptes ouverts à ce jour sont bloqués et leurs disponibilités reversées automatiquement au Trésor Public.

<u>Article 11</u>: Tout décret, tout arrêté, toute convention et d'une manière générale, toute mesure de quelque nature qu'elle soit, susceptible de générer une recette ou d'engager les finances publiques doit être revêtue du contreseing du Ministre des Finances et du Budget.

Article 12: Dans le cadre de ses attributions, le Directeur Général du Budget, Ordonnateur Délégué du Budget de l'Etat, peut en cas de besoin, exercer un contrôle physique à priori sur le service fait, dans toutes les administrations publiques, sans préjudice des contrôles exercés par d'autres organes.



Deuxième Partie : - LES BUDGETS ET COMPTES SPECIAUX

Article 13: Les affectations des recettes résultant des budgets et comptes spéciaux ouverts à la date de dépôt de la présente loi sont confirmées pour l'année 1998.

Article 14: Sont autorisées pour l'année 1998, les opérations de dépenses retracées dans les comptes spéciaux du Trésor visés à l'article 13 ci-dessus.

Troisième Partie : - DU BUDGET DE L'ETAT

<u>Article 15</u>: Le Budget de l'Etat est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de Cinq Cent Soixante Dix Sept Milliards Sept Cent Douze Millions (577.712.000.000) de Francs CFA et réparti comme suit :

A/- BUDGET DE FONCTIONNEMENT

TOTAL BUDGET REEL 486.412.000.000 FCFA

B/- BUDGET D'INVESTISSEMENT

- Contribution du Budget de Fonctionnement 45.000.000.000 FCFA - Autres Ressources 46.300.000.000 FCFA

TOTAL 91.300.000.000 FCFA.

On:

A/- BUDGET DE FONCTIONNEMENT

1 - DES RESSOURCES

Article 16: Les ressources du Budget de Fonctionnement de l'Etat sont arrêtées à la somme de Cinq Cent Trente Un Milliards Quatre Cent Douze Millions (531.412.000.000) de Francs CFA et sont réparties ainsi qu'il suit :

TITRE 1ER: RECETTES FISCALES

S/TOTAL	108.500.000.000 FCFA
- Impôts sur les sociétés pétrolières	néant
- Droits et taxes des Douanes	48.300.000,000 FCFA
- Impôts et taxes intérieurs	60.200.000.000 FCFA

TITRE 2: RECETTES DU DOMAINE ET DES SERVICES

- Revenus du domaine	165.471.000.000 FCFA
- Redevances pétrolières	95.417.000.000 FCFA
- Recettes de services	1.300.000.000 FCFA
S/TOTAL	265.188.000.000 FCFA

TITRE 3: RESSOURCES DES TRANSFERTS

- Contribution des organismes divers	néant
- Ressources en capital	160,724,000,000 FCFA
S/TOTAL	

TOTAL GENERAL RECETTES 531.412.000.000 FCFA



2.- CHARGES

Article 17: Les charges du Budget de fonctionnement de l'Etat sont arrêtées à la somme de Cinq Cent Trente Un Milliards Quatre Cent Douze Millians (531.412.000.000) de francs CFA contre Quatre Cent Cinquante Sept Milliards Sept Cent Cinquante Un Millians (457.751.000.000) de francs CFA de prévisions réajustées 1997, soit une augmentation de Soixante Treize Milliards Six Cent Soixante Un Millians (73.661.000.000) de Francs CFA (+16,09%).

Ces charges sont détaillées comme suit :

A.- Dette Publique

- Dette Extérieure (charges des emprunts)	280,790,000,000 FCFA
- Dette Intérieure	28.222.000.000 FCFA
Total Dette Publique	309.012.000.000 FCFA

B.- Charges de Fonctionnement

- Charges de Personnel	105.000.000.000 FCFA
- Charges courantes de fonctionnement	38.600.000.000 FCFA
- Transferts et Interventions	78.800.000.000 FCFA
Total Charges de Fonctionnement	222.400.000.000 FCFA

TOTAL BUDGET DE FONCTIONNEMENT

531.412.000.000 FCFA

Charges de Lonctionnement

Sonction 1 : Législatif, Exécutif et Administrations Générales

Section 115 : Conseil National de Transition

620 610 Section 1	Personnel	Néant 338.790.000 FCFA	Transferts Total CNT	
620 610	Matériel	1.145.402.000 FCFA 3.875.000.000 FCFA 5.020.402.000 FCFA	Transferts	20.000.000 FCFA 5.040.402.000 FCFA
Section 1	60 : Ministère des Affair	es Etrangères et de la Coopér	ation	
		4.122.072.000 FCFA 995.000.000 FCFA 5.117.072.000 FCFA	Transferts Total MAEC	_
Section 170 : Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration du Territoire				
620 610		8.142.232.000 FCFA 882.000.000 FCFA 9.024.232.000 FCFA	Transferts Total MISAT	

Section 190 : Ministère de la Fonction Publique et des Réformes Administratives

 620 Personnel
 821.232.000 FCFA

 610 Matériel
 122.000.000 FCFA
 Transferts
 22.000.000 FCFA

 Sous-total
 943.232.000 FCFA
 Total MFPRA
 965.232.000 FCFA

RÉCAPITULATION

- Personnel 14.569.728.000 FCFA
- Matériel 5.874.000.000 FCFA

Sous-total 20.443.728.000 FCFA
- Transferts 5.202.000.000 FCFA

Total Fonction 1 25.645.728,000 FCFA

Fonction 2 : Administrations financières et Economiques

Section 210 : Ministère des Finances et du Budget

 620 Personnel
 5.405.722.000 FCFA

 610 Matériel
 1.800.000.000 FCFA
 Transferts
 2.225.000.000 FCFA

 Sous-total
 7.205.722.000 FCFA
 Total MFB
 9.430.722,000 FCFA

Section 250 : Ministère chargé de la Programmation, de la Privatisation et de la Promotion de l'Entreprise Privée Nationale

 620 Personnel
 827.691.000 FCFA

 610 Matériel
 250.000.000 FCFA
 Transferts
 436.000.000 FCFA

 Sous-total
 1.077.691.000 FCFA
 Total MPPPEPN
 1.513.691.000 FCFA

Section 270 : Ministère du Contrôle d'Etat

727.291.000 FCFA

5.000.000 FCFA

RÉCAPITULATION

Total Fonction 2 11.671704.000 FCFA

Lonction 3 : Défense, Sécurité et Justice

Section 310: Ministère de la Défense Nationale

610 Matériel 2.922.000.000 FCFA Transferts 10.000.000 FCFA

Sous-total 27.670.763.000 FCFA Total MDN 27.680.763.000 FCFA

Section 330 : Ministère de la Justice

20:

Section 331: Haute Cour Justice 620 Personnel 610 Matériel Transferts 50.000.000 FCFA Sous-total Total HCJ 50.000.000 FCFA Section 333 : Cour Suprême 620 Personnel 610 Matériel Transferts 75.000,000 F CFA Sous-total Total CS 75.000.000 F CFA Section 340 : Conseil Suprême de la Magistrature

Sous-total

RÉCAPITULATION

- Personnel	26.417.047.000 FCFA
- Matériel	3.047.000.000 FCFA
Sous-total	29.464.047.000 FCFA
- Transferts	285.000.000 FCFA
Total Fonction 3	29,749,047,000 FCFA

1

Transferts

Total CSM

75.000.000 F CFA

75.000.000 F CFA

fonction 4 : Infrastructures, Fransports et Environnement

Section 410 : Ministère de l'Equipement et des Travaux Publics

620 610	Personnel	200.666.000 FCFA 92.000.000 FCFA 292.666.000 FCFA	Transferts Total METP	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·		
Section 4	<u> 26 : Ministère chargé de</u>	la Reconstruction et du Déve	eloppement Urbain			
620 610	Personnel		Transferts Total MRDU			
Section 4	Section 427 : Ministère Délégué chargé de l'Urbanisme, de la Construction et de l'Habitat					
620 610	Personnel Matériel Sous-total		Transferts TOTAL MDUCH	150.000.000 FCFA 210.000.000 FCFA		
Section 4	50 : Ministère des Trans	ports, de l'Aviation Civile et	de la Marine Marchande			
620 610	Personnel	224.675.000 FCFA 92.000.000 FCFA 316.675.000 FCFA	Transferts Total MTACMM			

Section 460 : Ministère des Postes et Télécommunications

	Sous-total	85.000.000 FCFA	Total MPT	85.000.000 FCFA
610	Matériel	72.000.000 FCFA	Transferts	NEANT
620	Personnel	13.000.000 FCFA		

Section 470 : Ministère de l'Aménagement du Territoire et du Développement Régional

620	Personnel	58.213.000 FCFA		
610	Matériel	107.000.000 FCFA	Transferts	100.000.000 FCFA
	Sous-total	165.213.000 FCFA	Total MATDR	265.213.000 FCFA

RÉCAPITULATION

- Personnel	911.584.000 FCFA
- Matériel	517.000.000 FCFA
Sous-total	1.428.584.000 FCFA
- Transferts	1.755.000.000 FCFA
Total Fonction 4	3.183.584.000 FCFA

fonction 5 : Activités du Secteur Primaire

Section 510 : Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage

	Sous-total	3.176.284.000 FCFA	Total MAE	3.433.906.000 FCFA
610	Matériel	102.000.000 FCFA	Transferts	257.622.000 FCFA
620	Personnel	3.074.284.000 FCFA		

200

Section 520 : Ministère de l'Economie Forestière

620 610	Personnel	884.996.000 FCFA 92.000.000 FCFA 976.996.000 FCFA	Transferts Total MEF	629.000.000 FCFA 1.605.996.000 FCFA
Section 5	<u> 30 : Ministère de la Pêc</u>	he et des Ressources Halieutiques		
620 610	Personnel Matériel Sous-total	139.068.000 FCFA 65.000.000 FCFA 204.068.000 FCFA	Transferts Total MPRH	21.378.000 FCFA 225.446.000 FCFA
Section 5	60 : Ministère des Hydi	ocarbures		
620 610	Personnel Matériel Sous-total	82.619.000 FCFA 77.000.000 FCFA 159.619.000 FCFA	Transferts Total MH	50.000.000 FCFA 209.619.000 FCFA
Section 5	70 : Ministère de l'Ene	rgie et de l'Hydraulique		
620 610	Personnel Matériel Sous-total	62.082.000 FCFA 77.000.000 FCFA 139.082.000 FCFA	Transferts Total MEH	50.000.000 FCFA 189.082.000 FCFA

RÉCAPITULATION

- Personnel	4.243.049.000 FCFA
- Matériel	413.000.000 FCFA
Sous-total	4.656.049.000 FCFA
- Transferts	1.008.000.000 FCFA
Total Fonction 5	5.677.419.000 FCFA

fonction 6 : Activités des Secteurs Secondaire et Tertigire

Section 610 : Ministère de l'Industrie et des Mines

	Sous-total	1.150.654.000 FCFA	Total MIM	1.206.654.000 FCFA
610	Matériel	82.000.000 FCFA	Transferts	56.000,000 FCFA
620	Personnel	1.068.654.000 FCFA		

Section 620 : Ministère du Commerce, de la Consommation et de l'Approvisionnement

	Sous-total	850.009.000 FCFA	Total MCCA	1.044.009.000 FCFA
610	Matériel	72.000.000 FCFA	Transferts	194.000.000 FCFA
020	Personner	778.009.000 FCFA		

Section 625: Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, chargé de l'Artisanat

	Sous-total	164.617.000 FCFA	Total MPMEA	209.617.000 FCFA
610	Matériel	65.000.000 FCFA	Transferts	45.000,000 FCFA
620	Personnel	99.617.000 FCFA		

Section 630: Ministère du Tourisme et de l'Environnement

	Sous-total	309.653.000 FCFA	Total MTE	364.653.000 FCFA
610	Matériel	82.000.000 FCFA	Transferts	55.000.000 FCFA
620	Personnel	227.653.000 FCFA		

200

RÉCAPITULATION

- Personnel	2.173.933.000 FCFA
- Matériel	301.000.000 FCFA
Sous-total	2.474.933.000 FCFA
- Transferts	350.000.000 FCFA
Total Fonction 6	2.824.933.000 FCFA

fonction 7 : Culture, Enseignement et Pecherche

Section 710 : Ministère de l'Enseignement Fondamental et Secondaire

	Sous-total	34.487.942.000 FCFA	Total MEFS	37.933.942.000 FCFA
610	Matériel	1.782.000.000 FCFA	Transferts	3.446.000.000 FCFA
620	Personnel	32.705.942.000 FCFA		

Section 720 : Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle

	Sous-total	695.000.000 FCFA	Total METFP	1.220.795.000 FCFA
610	Matériel	682.000.000 FCFA	Transferts	525.795,000 FCFA
620	Personnel	13.000.000 FCFA		

Section 730 : Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

	Sous-total	2.727.834.000 FCFA	Total MESRS	13.910.789.000 FCFA
610	Matériel	882.000.000 FCFA	Transferts	11.182.955.000 FCFA
620	Personnel	1.845.834.000 FCFA		

Section 740 : Ministère de la Culture et des Arts, chargé de la Francophonie

 620 Personnel
 383.293.000 FCFA

 610 Matériel
 92.000.000 FCFA
 Transferts
 139.000.000 FCFA

 Sous-total
 475.293.000 FCFA
 Total MCAF
 614.293.000 FCFA

Section 770 : Ministère de la Communication

 620
 Personnel
 2.178.052.000 FCFA

 610
 Matériel
 90.000.000 FCFA
 Transferts
 165.000.000 FCFA

 Sous-total
 2.268.052.000 FCFA
 Total MC
 2.433.052.000 FCFA

RÉCAPITULATION

 - Personnel
 37.126.121.000 FCFA

 - Matériel
 3.528.000.000 FCFA

 Sous-total
 40.654.121.000 FCFA

 - Transferts
 15.458.000.000 FCFA

 Total Fonction 7
 56.112.871.000 FCFA

fonction 8 : Actions Sanitaire et Sociale

Section 810 : Ministère de la Santé et de la Population

 620 Personnel
 7.305.181.000 FCFA

 610 Matériel
 2.100.000.000 FCFA
 Transferts
 6.602.000.000 FCFA

 Sous-total
 9.405.181.000 FCFA
 Total MSP
 16.007.431.000 FCFA

Section 835 : Ministère de la Solidarité Nationale, chargé des Sinistrés et des Victimes de la Guerre et d'Action Humanitaire

 620 Personnel
 1.406.828.000 F CFA

 610 Matériel
 172.000.000 FCFA
 Transferts
 152.000.000 FCFA

 Sous-total
 1.578.828.000 FCFA
 Total MSNSVGSH
 1.730.828.000 FCFA

Section 840 : Ministère de la Famille et de l'Intégration de la Femme au Développement

 620 Personnel
 24.244.000 FCFA

 610 Matériel
 104.000.000 FCFA
 Transferts
 45.000.000 FCFA

 Sous-total
 128.244.000 FCFA
 Total MFIFD
 173.244.000 FCFA

Section 860 : Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale

 620 Personnel
 1.013.246.000 FCFA

 610 Matériel
 80.000.000 FCFA
 Transferts
 118.000.000 FCFA

 Sous-total
 1.093.246.000 FCFA
 Total MTSS
 1.211.246.000 FCFA

RÉCAPITULATION

- Personnel 9.749.499.000 FCFA
- Matériel 2.456.000.000 FCFA

Sous-total 12.205.499.000 FCFA
- Transferts 6.917.250.000 FCFA

Total Fonction 8 19.122.749,000 FCFA

fonction 9 : Divers

Section 910 : Ministère du Redéploiement de la Jeunesse, des Sports, chargé de l'Instruction Civique

	Sous-total	3.192.335.000 FCFA	Total MRJSIC	3.350.335.000 FCFA
610	Matériel	280.000.000 FCFA	Transferts	158.000.000 FCFA
620	Personnel	2.912.335.000 FCFA		

Section 940 : Ministère chargé des Relations avec le Conseil National de Transition

	Sous-total	75.000.000 FCFA	Total MRCNT	75.000.000 FCFA
610	Matériel	57.000.000 FCFA	Transferts	NEANT
620	Personnel	18.000.000 FCFA		

RÉCAPITULATION

- Personnel	2.930.335.000 FCFA
- Matériel	337.000.000 FCFA
Sous-total	3.324.335.000 FCFA
- Transferts	158.000.000 FCFA
Total Fonction 9	3.482.335.000 FCFA

RECAPITULATION GENERALE

- Dette Publique	309.012.000.000 F CFA
- Personnel	105.000.000.000 F CFA
- Matériel	18.600,000.000 F CFA
- Charges Communes	20.000.000.000 F CFA
- Transferts hors contribution à l'Investissement	33.800.000.000 F CFA
- Contribution à l'Investissement	45.000.000.000 F CFA
TOTAL BUDGET DE FONCTIONNEMENT	531.412.000.000 F CFA

B/- BUDGET D'INVESTISSEMENT

1 - DES RESSOURCES

Article 18: Les ressources du Budget d'Investissement pour 1998 sont arrêtées à la somme de Quatre Vingt Onze Milliards Trois Cent Millions (91.300.000.000) de Francs CFA réparties ainsi qu'il suit :

1 - MOYENS LIBREMENT AFFECTABLES

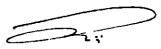
a) - Ressources propres	
- Contribution du Budget de Fonctionnement	45.000.000,000 FCFA
b)- Emprunts Spécifiques - PL 480	450.000.000 FCFA 45.450.000.000 FCFA
2 - <u>EMPRUNTS</u>	
a) - Emprunts affectés	33.550.000.000 FCFA
S/TOTAL EMPRUNTS	33.550.000.000 FCFA
TOTAL ETAT HORS DONS	79.000.000.000 FCFA
3 - <u>DONS</u>	12.300.000.000 FCFA
TOTAL GENERAL BUDGET D'INVESTISSEMENT	91.300.000.000 FCFA

II - Des Charges

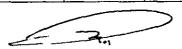
Article 19: Sont ouverts au Budget de Capital ou d'Investissement de l'année 1998, les crédits de paiement pour un montant de Quatre Vingt Onze Milliards Trois Cent Millions (91.300.000.000) de Francs CFA répartis par Ministère de la manière suivante :

TABLEAU DE REPARTITION DES CREDITS DE PAIEMENT

	PREVISIONS BUDGETAIRES 1998 \ 3						
MINISTERES 1	AUTORISATION	AUTORISATION Moyens Librement Affactable			Emprants		14 74 ·
	DE 🔻	Pessopkess	Omprunts	Signer Could's	alledes	Dong a	ST QTAL
	PROGRAMME	Propres	Specifiques	7otal			Ga.
Présidence de la République	38 317	21 376,00		21 376,00			21 376,00
Programmation, Privatisation	8 890	1 193,00	50,00	1 243,00	460,00	340,00	2 043,00
Reconstruction et Développement Urbain	23 365	1 225,00	,	1 225,00	12 100,00	480,00	13 805,00
Justice, Garde des Sceaux	30	20,00		20,00			20,00
Agriculture et Elevage	9 232	1 060,00	150,00	1 210,00	1 681,00	1 410,00	4 301,00
Travail et Sécurité Sociale	1 250	268,00		268,00			268,00
Transports et Aviation Civile	35 096	3 265,00		3 265,00	4 290,00	80,00	7 635,00
Aménagement du Territoire, Développement Régional	20 790	1 500,00		1 500,00		220,00	1 720,00
Affaires Etrangères et Coopération	2 328	675,00		675,00			675,00
Redéploiement Jeunesse et Sports	5 425	220,00	i i	220,00	4 147,00		4 367,00
Equipement et TP	39 550	2 798,00		2 798,00	8 000,00	1 300,00	12 098,00
Finances et Budget	1 600	400,00		400,00			400,00
Intérieur et Sécurité et Administration du Territoire	3 600	965,00		965,00			965,00
Hydrocarbures	175	65,00		65,00			65,00
Energie et Hydraulique	9 022	1 445,00		1 445,00	1 280,00	0,00	2 725,00
Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique	3 544	731,50		731,50)	74,00	805,50



	AUTORISATION DE	PREVISIONS BUDGETAIRES 1998					
INSTITUTION ET MINISTERES		Moyens Librement Affectable			Emprunts	::	
		Ressources.				_ Dons	TOTAL
	PROGRAMME	Propres	Spécifiques	7otal			
Culture et Arts, chargé de la Francophonie	1 600	472,50		472,50		100,00	572,50
Contrôle d'Etat	140	65,00		65,00			65,00
Santé et Population	19 862	2 265,00	220,00	2 485,00		4 648,00	7 133,00
Solidarité Nationale, chargé des Sinistrés	1 570	350,00		350,00		26,00	376,00
Industrie et Mines	510	35,00		35,00		70,00	105,00
Economie Forestière	8 364	265,00		265,00		2 591,00	2 856,00
P.M.E., chargé de l'Artisanat	1 475	199,00		199,00		150,00	349,00
Fonction Publique et Reformes Administratives	1 049	520,00		520,00			520,00
Tourisme et Environnement	520	85,00		85,00			85,00
Communication	4 490	420,00		420,00	210,00		630,00
Enseignement Fondamental et Secondaire	1 922	865,00		865.00		207,00	1 072,00
Organisation du Forum National	100	25,00		25,00			25,00
Pêche et Ressources Halieutiques	600	187,00		187,00			187,00
Commerce, Consommation et Approvisionnement	100	25,00		25,00			25,00
Famille et Intégration de la Femme	740	185,00	30,00	215,00		60,00	275,00
Postes et Télécommunications	7 376	800,00		800,00	1 382,00	544,00	2 726,00
Enseignement Technique et Formation Professionnelle	4 100	1 030,00		1 030,00			1 030,00
TOTAL	256 732	45 000,00	450,00	45 450,00	33 550,00	12 300,00	91 300,00



Article 20: Toutes dispositions antérieures non contraires à la présente loi sont maintenues.

Article 21: La présente loi sera publiée au journal officiel de la République du Congo et exécutée comme Loi d'Etat./-

Fait à Brazzaville, le 12 Juin 1998

am

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE DENIS SASSOU-NGUESSO.-

Par le Président de la République,

Le Ministre des Finances et du Budget,

Mathias DZON.